

# La direction du P.C.F. dans le régime gaulliste

Les lecteurs de « L'Humanité » ont pu, à travers trois textes d'inégale importance, prendre connaissance des travaux du Comité Central. Trois textes d'inégale importance en effet, car, comme à l'accoutumée, l'intervention de Thorez dépasse, en longueur et en signification, la portée du rapport et surtout de la résolution. Ce sont toujours les paroles et les écrits de Thorez qui constituent la clef de la politique du P.C.F.



## I. — UNE FIN QUI CONTREDIT LE DEBUT

L'intervention — dont le commentaire constitue l'objet de cet article — comprend deux parties.

La première contient un certain nombre de déclarations dirigées contre le régime gaulliste. Nous voulons en faire état tout de suite : « ...il est un autre péril à ne jamais perdre de vue : celui que le gouvernement constitue lui-même. Et c'est ce danger qui est devenu maintenant pour nous le principal... », et plus loin : « ...Le danger maintenant est dans le renforcement du pouvoir personnel que nous combattons jusqu'au bout... ».

A toutes ces considérations, il convient d'ajouter les passages dans lesquels Thorez, après Waldeck-Rochet, rapporteur, mentionne la volonté, au moins en paroles, dont le P.C.F. et la C.G.T., ont fait preuve pendant la semaine de crise de se démarquer des autres organisations :

« Il faut bien voir que même si, dans la journée du lundi et précédemment, il y a eu convergence de l'action, une différence, dans les buts fondamentaux, pour l'immédiat et pour l'avenir, démarque les uns des autres. »

Enfin les groupes parlementaires communistes au Sénat et à l'Assemblée Nationale ont voté contre les pouvoirs spéciaux. Manifestation de fermeté, dira-t-on ? Malheureusement, la deuxième partie de l'intervention dément la première, et en particulier la fin dont nous reproduisons de larges extraits :

« Ceux qui se sont dits « gaullistes » pas seulement hier et avant-hier, mais pendant la guerre, dans la clandestinité et dans la Résistance, ont partagé de dures épreuves avec les nôtres. Ils se sont battus, ils ont souffert avec les communistes dans la bataille contre les hitlériens et leurs complices. Ils ont vu comme les communistes, tomber les meilleurs des leurs... Maintenant nous nous sommes retrouvés dans la bataille contre les émeutiers. Il faut continuer à se serrer les coudes, à travailler ensemble. »

Que peut signifier en substance cet appel, dans une situation objective qui présente d'énormes différences avec celle des années d'occupation ? En réalité, cette initiative pour constituer un front commun des communistes aux gaullistes, est le fond de la politique du P.C.F. : la « démocratie renouvelée » qui était la ligne définie au XV<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. et qui comportait le mot d'ordre de convocation d'une Assemblée Constituante est remplacée, on nous dit momentanément, par celui de « nouvelles élections à l'Assemblée Nationale ».

C'est un recul important. On savait d'autre part que la « démocratie renouvelée », s'opposant à un « régime de transition », termes dont ne veut pas entendre parler le noyau dirigeant, avait pour conséquence une collaboration avec une aile de la bourgeoisie ; mais jamais encore depuis le dernier Congrès Thorez n'avait été aussi explicite à ce sujet :

« D'ailleurs, qu'on y réfléchisse : où seraient les possibilités de large rassemblement autour de notre programme de rénovation et de restauration de la démocratie si nous n'avions pas la certitude d'amener aux côtés de la classe ouvrière les classes moyennes, essentiellement la paysannerie, mais aussi certaines couches de la bourgeoisie ? »

Thorez veut bien ajouter que ces couches seraient les couches non-monopolisatrices ; le passé est là garant, et le présent aussi, pour nous rappeler que ce critère n'est pas le bon pour des stalinien ou des poststalinien. Ce véritable critère est celui de la **politique extérieure**, vis-à-vis de laquelle la couche non monopolisatrice n'a pas fatalement un terrain de rapprochement avec la bureaucratie soviétique,

Thorez a assorti le tout pour terminer d'un appel à peine déguisé à la formation d'« un gouvernement qui permettra, en libérant toutes, toutes les initiatives populaires, d'aller de l'avant vers le progrès social, vers la liberté, vers la paix, vers une France vraiment libre, vraiment démocratique, vraiment indépendante. »

C'est vraiment l'ouverture démocratique à gauche dans le cadre du régime de pouvoir personnel.

Les hypothèses vont bon train à propos des paroles de Thorez dans les rangs du P.C.F. Aux dires de certains, le discours de Thorez serait celui d'un arbitre. L'arbitrage aurait été fait entre des éléments soi-disant de droite et des éléments soi-disant de gauche dans le cadre de la politique de « démocratie renouvelée ». Ces appréciations auraient pour base une partie du discours. L'élément de gauche serait Billoux auquel Thorez fait référence en ces termes : « Comme Billoux l'a montré, il faut se maintenir sur les positions de la classe ouvrière ». Mais dans ce cas se trouverait un autre membre du Bureau Politique : « On a donné ici, tout à l'heure, une autre formulation qui ne semble pas juste. On a dit « quand il y a des contradictions dans la bourgeoisie, cela ne signifie pas qu'une frac-

*Le Conseil municipal de Sète compte une trentaine de conseillers municipaux communistes et un de l'U.D. S.R. Les conseillers municipaux communistes avaient décidé de ne pas accueillir de Gaulle au cours du voyage qu'il devait effectuer dans le Midi de la France. Ils sont revenus sur leur décision, on se doute sur l'intervention de qui. « L'Humanité » en date du 24 février publie les résultats de la nouvelle délibération : « Dans ces conditions les membres du Conseil municipal de Sète donnent mandat au maire de recevoir le chef de l'Etat à la mairie de Sète. Quant à eux, ils restent fidèles au programme de restauration et de rénovation de la démocratie sur lequel ils ont été élus et sont décidés à poursuivre leur action en faveur de ce programme... »*

*Les temps ont changé, a dit Thorez à l'avant-dernière session du Comité Central. Bien changé, en effet, si l'on se souvient qu'un maire d'une petite commune du Pas-de-Calais avait encouru une sanction, l'année dernière, pour avoir accueilli le Président de la République.*

tion de la grande bourgeoisie serait pour une politique réactionnaire et une autre pour une politique démocratique... Moi je pense que si... »

L'inspirateur de l'intervention incriminée ne serait autre que Marcel Servin qui, au reste, a donné à « France Nouvelle », au début de la crise, une interview dans laquelle il déclarait en substance, à peu près ce contre quoi Thorez s'est insurgé. Les éléments de droite, par contre, auraient été rappelés à l'ordre par Thorez dans ce passage :

« Mais il faut faire attention. Par exemple, quand on dit « les contradictions secondaires (c'est-à-dire entre différentes ailes de la bourgeoisie) peuvent devenir la principale ». C'est une formulation qui n'est pas juste. »